

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 30 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAVOY TECHNOLOGY

Rue du Moulin à Vent - BP 5
77 860 Quincy-Voisins

Références : E/26- 0636
Code AIOT : 0006502387

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement SAVOY TECHNOLOGY implanté Rue du Moulin à Vent BP 5 sur la commune de Quincy-Voisins (77860). L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVOY TECHNOLOGY
- Rue du Moulin à Vent BP 5 77 860 Quincy-Voisins
- Code AIOT : 0006502387
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est actuellement soumis à enregistrement pour son activité de traitement de surface. La société SAVOY TECHNOLOGY est réglementée par l'arrêté préfectoral n°2013/DRIEE/UT77/085 du 05/07/2013, imposant des prescriptions techniques complémentaires et abrogeant l'arrêté préfectoral n°86DAGR 2 IC 246 du 28/01/1987.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 1.2.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 3.2.5.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 3.2.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.4.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Registre d'élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, articles 5.1.3.2 et 5.1.3.3	/	Sans objet
5	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.1.2	/	Sans objet
6	Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit tenir informé l'inspection des installations classées des modifications prévues sur la machine de dégraissage afin d'obtenir des rejets atmosphériques conformes et transmettre l'évaluation du volume de rétention des eaux en cas d'incendie et des moyens de confinement disponibles sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour de la situation administrative

Prescription contrôlée :

Rubrique	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Volume autorisé
2565-2a	E	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1500 l	<u>Chaîne Nickel-étain:</u> -1 bain de dégraissage de 900L -1 bain de passivation acide de 25L -1 bain de nickel de 900L -1 bain d'étamage de 900L <u>Chaîne décapage :</u> -1 bain de décapage acide de 500 L	>1 500 L	3 225 L
2560-2	DC	Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation.	13 machines de découpes et 10 machines outillage	> 150 kW mais < 1000 kW	455 kW
2561	DC	Trempe, recuit ou revenu des métaux et alliages.	Utilisation d'1 four de recuit	/	/
2564-1-C	DC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques.	1 cuve de 1 400 L de dichloro-méthane	> 200 L mais < 1 500 L	1 400 L
4711	D	Composés de nickel sous forme pulvérulente inhalable : monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel. 2. Supérieure ou égale à 10 kg mais inférieure à 200 kg	Stockage de sulfate de nickel et chlorure de nickel	≥ 10 Kg mais <200 Kg	85 kg
4331	NC	Liquide inflammable	divers produits liquides inflammables	> 50 t mais < 500 t	1864 kg
1630	NC	Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	LESSIVE DE SOUDE 30.5%	<100t	1700 kg
4722	NC	Méthanol		> 50 t mais < 500 t	80 kg

Constats : L'exploitant a présenté un tableau listant les produits utilisés sur le site ainsi que le classement de ces produits selon les rubriques ICPE. Cependant, l'exploitant ne s'est pas assuré que l'utilisation de ces nouvelles substances ne modifie pas la situation administrative du site et que le classement des activités reste conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 05/07/2013.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier que le tableau de classement des activités du site présent dans l'arrêté préfectoral du 05/07/2013 est inchangé, en tenant compte des nouveaux produits chimiques utilisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 3.2.5.
Thème(s) : Produits chimiques, Action nationale COV
Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air porte sur : <ul style="list-style-type: none"> - Le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs. - Les valeurs limites d'émissions. Une mesure de débits et des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés au paragraphe précédent, est réalisé au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.
Constats : L'exploitant a fait réaliser des mesures de rejet atmosphérique le 31 octobre 2024 par la société ENTIME. Une campagne de mesures inopinée est prévue en 2026. Les analyses n'ont pas été réalisées en 2025 alors que la fréquence de mesures est annuelle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit indiquer ce qu'il compte mettre en place afin de respecter la fréquence annuelle d'analyses des rejets atmosphériques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 3.2.4**Thème(s) :** Produits chimiques, Action nationale COV**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Décapage	Traitement de surface (nickel-electro)	Dégraissage
Acidité totale exprimée en H	0.5	0.5	/
HF, exprimé en F	2	2	/
Ni+ Sn	5	5	/
Alcalins, exprimés en OH	10	10	/
Nox, exprimés en NO ₂	200	200	
COV Totaux non méthaniques (exprimés en Carbone total)	/	/	75*
COV diffus	/	/	20 % de la quantité de solvant utilisé
COV R40	/	/	20*

*Consommation de solvants supérieure à 2 tonnes par an dont plus d'une tonne de solvants étiqueté R40.

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser des mesures de rejet atmosphérique le 31 octobre 2024 par la société ENTIME. Le rapport de contrôle indique un dépassement de la VLE en dichlorométhane sur la machine de dégraissage (VLE COV R40 : 20 mg/Nm³). En effet, des valeurs ont été mesurées à 1 041 mg/Nm³.

L'exploitant a engagé des recherches et des essais afin de modifier la machine de dégraissage fonctionnant au dichlorométhane. Il indique prévoir des travaux au premier semestre 2027.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un devis signé relatif aux modifications apportées aux installations, accompagné d'un échéancier raisonnable de réalisation des travaux.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 1 mois**N° 4 : Registre d'élimination des déchets****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, articles 5.1.3.2. et 5.1.3.3.**Thème(s) :** Produits chimiques, Registre d'élimination des déchets

Prescription contrôlée :**Article 5.1.3.2. Registre d'élimination des déchets**

L'exploitant est tenu de mettre à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

Article 5.1.3.3. Bordereau de suivi de déchets dangereux

L'exploitant, en tant que producteur de déchets «dangereux», émet à cette occasion, un bordereau qui accompagne ses déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau. L'exploitant en conserve une copie pendant cinq ans. Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu copie du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause. Sont exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés, les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets, les personnes qui remettent des piles et accumulateurs usagés, des déchets d'équipements électriques et électroniques aux personnes tenues de les reprendre

Constats :

Les déchets sont pris en charge par des sociétés agréées. Les bordereaux de suivi de déchet, accessibles via TRACK DECHET, sont correctement renseignés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.1.2.

Thème(s) : Produits chimiques, état des stocks de produits dangereux

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisées dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.

Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les réserves de substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur. Seul un préposé nommément désigné et spécialement formé aura accès aux dépôts de substances toxiques. Celui-ci ne délivrera que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains ; ces produits ne devront pas séjourner dans les ateliers.

Constats :

L'exploitant a mis en place un tableau listant tous les produits présents sur le site, et indiquant le lieu de stockage, la quantité maximale, le fournisseur, les fiches de données de sécurité correspondantes, les mentions de danger, les rubriques ICPE associées et les seuils de classement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.2.4

Thème(s) : Produits chimiques, moyens de lutte contre l'incendie
--

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc, d'une en rapport avec le risque à défendre. Ces appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et disposent de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

Ces moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.

Des réserves de produits absorbants, en quantité adaptée au risque, au niveau des zones de dépotage de stockage et d'utilisation des produits chimiques et déchets.

Constats :

Le site possède des extincteurs et des RIA. Les derniers contrôles ont été réalisés par la société EUROFEU le 23 septembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rétention des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 7.4.1

Thème(s) : Produits chimiques, rétentions et confinement
--

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

(...)

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

Les produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont associés à une capacité de rétention adaptée.

Le sol des locaux du bâtiment industriel a fait l'objet de réparations afin de maintenir l'étanchéité du sol.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le volume nécessaire pour le confinement des eaux en cas d'incendie ni les possibilités de rétention de ces eaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre une évaluation du volume de rétention des eaux en cas d'incendie et des moyens de confinement disponibles sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois